

Sommaire

Visite en ASEAN du Secrétaire d'Etat au numérique les 17 et 18 septembre 2018

Assemblées Annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, du 10 au 13 octobre à Bali

Impact de la crise commerciale entre la Chine et les Etats-Unis sur les pays de l'ASEAN

La hausse des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis aura sans aucun doute un impact négatif sur les pays de l'ASEAN mais pourrait également créer de nouveaux débouchés pour les pays de la région.

Risque lié à la dépréciation des monnaies en ASEAN, pour le moment sous contrôle

Depuis début 2018, les monnaies de l'ASEAN se sont globalement dépréciées face au dollar, sur fond de remontée des taux de la Fed américaine et de hausse des inquiétudes sur une possible contagion des crises turque et argentine.

Salaire minimum et durée du travail dans les pays de l'ASEAN

Si les salaires minimums varient du simple au triple au sein de l'ASEAN et connaissent des hausses sensibles dans tous les pays, le coût de la main d'œuvre dans le secteur formel demeure faible au regard de la durée légale du travail.

Accélération des IDE dans l'ASEAN en 2017

L'Asie du Sud-Est a attiré 134 Mds USD en 2017, un montant record. Moteurs dans le développement des pays de l'ASEAN, les investissements étrangers illustrent la place centrale de la région dans la chaîne mondiale de production.

Le e-commerce au Vietnam, un secteur en plein essor

Le e-commerce est aujourd'hui un des secteurs les plus prometteurs de l'économie vietnamienne, avec d'importantes perspectives de croissance à moyen-terme, et attirant des acteurs et des investisseurs de taille.

La transformation numérique des services publics singapouriens

A Singapour, la transformation numérique de l'administration vise à mettre en place des services publics dématérialisés centrés sur les besoins des usagers mais aussi à réexaminer les politiques publiques et processus administratifs.

Une identité numérique pour chaque résident singapourien

Parmi les projets prioritaires visant à faire de la cité-Etat une *Smart Nation*, figure la mise en place d'une identité numérique pour chaque résident.

Singapour, leader sur le marché des *data centers* en Asie du Sud-Est

Singapour entend s'imposer comme un hub sur le marché des *data centers* et se positionne en chef de file régional mais doit faire face à la concurrence croissante des pays voisins, où les coûts d'exploitation sont moindres.

L'Indonésie tente de maîtriser son déficit commercial en limitant les importations

Confrontée à la dégradation de ses indicateurs externes, l'Indonésie tente de stabiliser la situation en mettant en place des mesures de réduction des importations.

Essor de l'industrie de la confection en Birmanie, évolution des pratiques sociales et environnementales

Le secteur de la confection représente aujourd'hui en Birmanie 3 Mds USD d'exportations et emploie près d'un demi-million de personnes. Les évolutions des pratiques RSE dans l'industrie, bien que lentes, sont encourageantes.

Le secteur de l'assurance thaïlandais en pleine évolution

Le secteur assurantiel thaïlandais est en expansion mais doit encore se démocratiser. Il est principalement soutenu par une croissance de l'assurance-vie alimentée par le vieillissement de la population.

Annexes statistiques : prévisions 2018 (FMI, Banque mondiale, BASD)

Visite en ASEAN du secrétaire d'Etat au Numérique les 17 et 18 septembre 2018

Dans le cadre d'un déplacement en Asie, le secrétaire d'Etat au Numérique, Mounir Mahjoubi, a fait escale à Jakarta et Singapour, deux villes désormais incontournables sur la carte mondiale des nouvelles technologies. Il y a rencontré nos entreprises et porté la vision française de la régulation du numérique au niveau international.

A la rencontre des « licornes » indonésiennes

L'Indonésie, première étape de son déplacement, abrite 133 millions d'utilisateurs d'internet. Représentant près de 4% de son PIB en 2016, le secteur du numérique devrait atteindre 8% cette année. L'Archipel compte quatre des neuf licornes (start-ups valorisées à plus de 1 Md USD) de l'ASEAN et figure **parmi les pays au monde les plus actifs sur les réseaux sociaux**. Le gouvernement indonésien soutient activement ce secteur par des investissements et par une politique favorable à l'économie créative.

A Jakarta, le secrétaire d'Etat a rencontré son homologue, le ministre des télécommunications, RUDIANTARA pour échanger sur leurs politiques respectives en matière de numérique. A l'issue de leur entretien, ils ont assisté à la **signature d'un protocole d'accord entre l'Ecole 42, une école d'informatique gratuite fondée par Xavier Niels, et une association locale** souhaitant reproduire ce modèle à Jakarta.



Signature d'un MoU entre 42 et Yayasan Académie

Le reste de la visite a été consacré à des rencontres avec des entreprises et avec la société civile. Au cours d'un petit-déjeuner de travail, la communauté d'affaires françaises a présenté au secrétaire d'Etat les principaux projets d'intérêts. Après une escale au centre de R&D d'*Idemia*, **Mounir Mahjoubi a visité les locaux de la première licorne du pays, Go-Jek**. Valorisée à 5 Mds USD, cette société de transport en moto compte plus d'1,5 million de chauffeurs à travers le pays. A l'incubateur Kibar où il s'est ensuite rendu, M. Mahjoubi a échangé avec plusieurs jeunes startups locales et présenté l'écosystème French Tech. La visite du secrétaire d'Etat s'est terminée par une conférence organisée à l'Institut Français sur le thème de la place des femmes dans le numérique.

Des entretiens au plus haut niveau à Singapour

A Singapour, le secrétaire d'Etat a pu s'entretenir avec le Premier ministre LEE Hsien Loong ainsi que cinq ministres, dont M. CHAN Chun Sing, ministre de l'industrie et du commerce, et M. ISWARAN, ministre de l'information et de la communication. La visite est intervenue dans le cadre de l'Année de l'innovation France-Singapour et dans le prolongement de la feuille de route en matière d'innovation numérique, de gouvernance de l'internet et de cybersécurité, adoptée par le Président de la République et le Premier ministre de Singapour en juillet dernier. **Un accord de coopération a été signé entre les deux administrations en charge de la cybersécurité, ANSSI et CSA.**



Entretien bilatéral avec le Premier ministre LEE Hsien-Loong

Singapour et la France partagent de nombreuses similitudes dans leur programme de développement numérique, avec par exemple la mise en place de portails d'accès internet aux services publics SingPass et FranceConnect et la volonté d'établir une carte d'identité numérique sécurisée dont les fonctionnalités seraient amenées à se développer avec le temps.

Le secrétaire d'Etat a également remis le prix du concours « L'Oréal Innovation Runways » lors de la Singapore Week of Innovation and Technology (SWITCH). Lors de son allocution, il a lancé **l'appel à projets pour développer un partenariat technologique entre entreprises singapouriennes et françaises**, financé conjointement par Bpifrance et Enterprise Singapore.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat a annoncé lors de sa visite la **labellisation officielle de French Tech Singapour**, dont il a souligné l'importance du rôle régional. Enfin, il a apporté son **soutien au French Tech Tour**, programme d'accompagnement de 8 startups françaises dans leur démarche d'internationalisation à Singapour et en Malaisie, organisé par Business France.

Contacts : antoine.aubel@dgtrésor.gouv.fr
jean-hippolyte.feildel@dgtrésor.gouv.fr

Assemblées Annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, du 10 au 13 octobre à Bali

Ces Assemblées se sont déroulées dans un climat multilatéral encore incertain et marqué par une conscience plus forte des vulnérabilités. Les perspectives économiques d'automne du FMI ont confirmé une revue à la baisse de la croissance mondiale et une confirmation des vulnérabilités déjà identifiées lors de précédentes réunions internationales (G20 de Buenos Aires en juillet, réunions de printemps du FMI en avril). Le FMI a notamment mis l'accent sur le maintien de tensions en matière commerciale et les risques pesant sur les pays émergents liés à l'endettement et à la normalisation de la politique monétaire américaine.



Crédits photo : Banque mondiale

La délégation française, conduite par la directrice générale du Trésor, Odile Renaud-Basso, a pu échanger avec de nombreux interlocuteurs en vue de la présidence française du G7 de 2019, autour notamment de la résilience du système financier face aux risques et aux crises, de montée de l'endettement dans les pays les plus pauvres et des dossiers européens du moment.

La directrice générale du Trésor a introduit les débats lors de la session du G20 consacrée à l'architecture financière internationale. Cette session a été l'occasion de rappeler le contexte actuel de remontée de l'endettement des pays pauvres et de souligner les progrès réalisés sur le plan du financement du développement. Elle a aussi été

l'occasion de présenter le rapport sur la gouvernance financière mondiale de *l'Eminent Persons Group*, dirigé par le vice-premier ministre singapourien Tharman Shanmugaratnam, dont les propositions devraient être mises à l'étude l'an prochain en G20.

D'autres initiatives multilatérales telles que le *Compact with Africa*, dont le G20 souhaite qu'il puisse affirmer son impact et ses résultats concrets, et l'agenda pour le renforcement du financement des infrastructures ont également été soutenues collectivement.

Dans les différents échanges bilatéraux et multilatéraux, la délégation française a rappelé son attachement, dans le contexte de discussion en cours sur la 15^{ème} revue des quotes parts, à un maintien à minima du niveau actuel de ressources du FMI.

Les réunions de la Banque mondiale ont en particulier porté sur le *Rapport 2019 sur le développement mondial*, dédié aux mutations du monde du travail, en soulignant la nécessité d'investir davantage dans le capital humain. La Banque mondiale a également lancé son « indice de capital humain », un classement des pays selon le niveau d'éducation et de santé reçues par leurs populations, pour leur permettre d'atteindre leur croissance potentielle.

La directrice générale du Trésor a participé à un déjeuner sur la finance-climat, en présence du secrétaire général des Nations Unies et du président de la Banque mondiale, pour faire le point sur la mobilisation des responsables économiques et financiers en faveur de la lutte contre le changement climatique, à quelques mois de la COP 24. Elle a appelé à un renforcement de la gouvernance du Fonds vert pour le climat, suivie en cela par plusieurs autres membres, le secrétaire général des Nations Unies indiquant en conclusion la nécessité d'un Fonds vert qui fonctionne.

Contacts : hugo.brueel@dgtresor.gouv.fr
clement.roman@dgtresor.gouv.fr

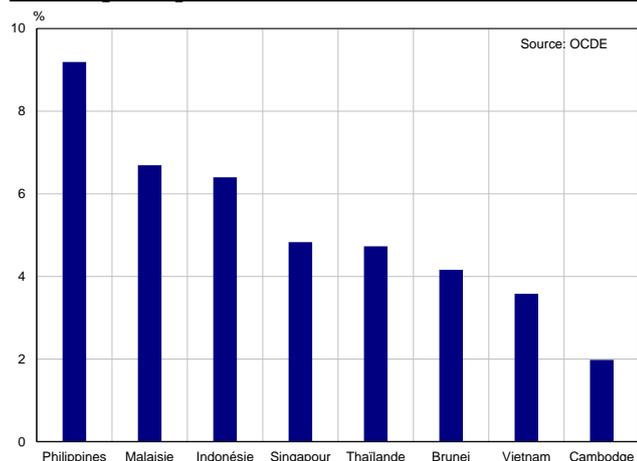
Impact de la crise commerciale entre la Chine et les Etats-Unis sur les pays de l'ASEAN

La crise commerciale entre la Chine et les Etats-Unis devrait affecter les pays de l'ASEAN via trois canaux principalement (commercial, des investissements et financier). A court terme, l'impact serait négatif pour les secteurs directement touchés par les barrières tarifaires (Philippines, Indonésie, Malaisie) mais, à plus long terme, cette situation créerait de nouvelles opportunités pour les pays de la région. Au final, l'impact agrégé pourrait s'avérer relativement faible. L'AMRO estime que la croissance de la région diminuera de 0,5 à 1 pt en conséquence.

L'escalade des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis devrait affecter l'ASEAN via le canal commercial

A court terme, la crise commerciale devrait impacter négativement les pays de l'ASEAN via les chaînes de valeur. Les pays d'ASEAN sont, pour la plupart, insérés (à des degrés différents) dans les chaînes de valeur centrées sur la Chine. La guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis – qui s'illustre en particulier par l'imposition par les Etats-Unis de barrières tarifaires sur 250 Mds USD de produits chinois soit près de la moitié des exportations chinoises vers le pays en 2017, principalement des produits manufacturés – devrait donc se traduire directement par une baisse de la demande chinoise en produits intermédiaires utilisés dans ses exportations vers les Etats-Unis. Les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie seraient les plus affectés en raison d'une forte intégration dans les chaînes de valeur chinoises, avec un taux de participation de respectivement 9 %, 7 % et 6 %.

Taux de participation dans les chaînes de valeur chinoises



A plus long terme, les pays de la région connaîtraient une baisse de la demande mondiale. Le déclin du commerce bilatéral entre les deux puissances économiques aurait des effets multiplicateurs sur le reste de l'économie compte tenu des interconnexions propres au commerce international. Les pays les plus touchés de la région seraient alors les plus dépendants des exportations, à savoir le Vietnam (215% du PIB) et Singapour (110%)

et, dans une moindre mesure, la Malaisie (130%) et la Thaïlande (100%).

La guerre commerciale pourrait toutefois induire une hausse de la demande américaine adressée aux pays de l'ASEAN. Les Etats-Unis pourraient chercher à se procurer en ASEAN les produits autrefois importés de Chine (aujourd'hui taxés). En effet, bon nombre de produits chinois taxés par les Etats-Unis sont également produits en ASEAN et devraient connaître des gains relatifs de compétitivité par rapport à la Chine sous l'effet des barrières tarifaires. Dans ce contexte, le Vietnam pourrait bénéficier d'une hausse de la demande américaine pour ses produits textiles, la Thaïlande pour ses fruits frais et transformés et dans le secteur automobile (le plus gros acteur du secteur dans la région), la Malaisie dans les secteurs chimie (principal concurrent de la Chine en termes de produits chimiques) et LED (l'un des trois producteurs derrière la Chine).

La crise commerciale aura également un impact sur les pays de la région via le canal des investissements

Les pays de la zone pourraient bénéficier d'une relocalisation des investissements chinois et d'une reconfiguration des chaînes de valeur. Les pays de l'ASEAN ont pour socle commun, en plus de leur proximité avec la Chine, de bénéficier de faibles coûts, d'une base industrielle (20% du PIB de la région), d'une croissance solide et d'une relative ouverture aux investissements étrangers. L'ensemble de ces facteurs pourrait conduire les entreprises chinoises et les entreprises étrangères implantées en Chine à relocaliser une partie de leur production, ce qui se traduirait par une réorganisation de la chaîne de valeur asiatique, actuellement centrée sur la Chine. Selon la Chambre de commerce américaine en Chine, l'Asie du Sud-est serait, par exemple, la destination préférée des entreprises américaines implantées en Chine pour une relocalisation de leur production. Dans ce contexte, les pays privilégiés pourraient être ceux présentant une base de production tournée vers l'exportation tels que la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam.

La région sera également concernée par une hausse de l'aversion au risque

La crise commerciale entre la Chine et les Etats-Unis s'est déjà traduite par une hausse de l'aversion au risque qui explique en partie la dépréciation des monnaies de la région observée depuis le début de l'année. Cette situation ajoute en effet de l'incertitude aux perspectives économiques et conduit les investisseurs à se séparer de leurs actifs. Depuis début 2018, les bourses de la région ont ainsi perdu 9% en moyenne et jusqu'à 20% pour l'indice philippin (dont -8% sur le dernier mois). Cette tendance risque de perdurer à moyen terme.

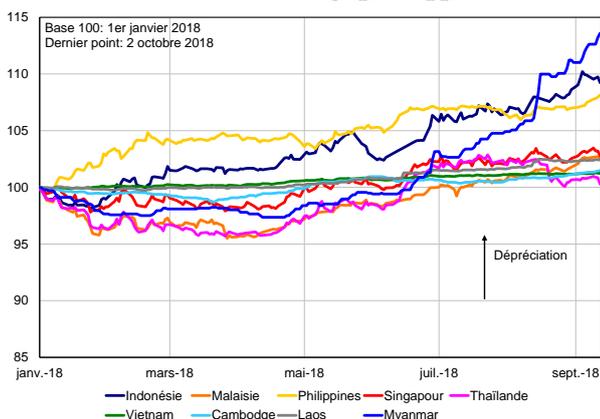
Risque lié à la dépréciation des monnaies en ASEAN, pour le moment sous contrôle

Depuis début 2018, les monnaies de l'ASEAN se sont globalement dépréciées face au dollar, sur fond de remontée des taux de la Banque centrale américaine et de hausse des inquiétudes sur une possible contagion des crises turque et argentine. La roupie indonésienne, le peso philippin et le kyat birman apparaissent comme les plus affectées.

Depuis début 2018, les monnaies de l'ASEAN se sont globalement dépréciées face au dollar

En moyenne les monnaies de la région ont perdu 4% face au dollar depuis début 2018. Cette situation s'explique par la hausse des taux américains, la défiance vis-à-vis des marchés émergents (et en développement) provoquée par les crises turque et argentine et la hausse de l'aversion au risque dans le contexte de montée des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. Dans la région seule la Thaïlande a vu sa monnaie s'apprécier sur la période, toutefois moins que par le passé (+0,8%, après +9% en 2017), compte tenu de son fort excédent courant (11% du PIB en 2017) qui pèse structurellement à la hausse sur le baht.

Evolution des taux de change par rapport au dollar



Les monnaies les plus affectées sont le kyat birman (-13%), la roupie indonésienne (-11%) et le peso philippin (-8%). Ces mouvements restent toutefois modérés comparés à ceux subis par d'autres monnaies émergentes telles que le réal brésilien (-18%) ou le rand sud-africain (-16%). Les autres monnaies de la région affichent un recul inférieur à 3% : -2,8% pour le dollar singapourien, -2,5% pour le kip laotien, -2,2% pour le ringgit malaisien, -1,3% pour le dong vietnamien et -1,2% pour le riel cambodgien.

Les plus forts mouvements de dépréciation reflètent une détérioration des fondamentaux macroéconomiques. En Indonésie et aux Philippines, le mouvement s'explique en partie par le creusement du déficit courant, à respectivement 2,6% et 1,9% du PIB au S1 2018 (après 1,7% et 0,8% en 2017). En Birmanie, les inquiétudes sont beaucoup plus diffuses, d'ordre macroéconomique – faibles réserves (moins de 5 Mds USD soit à peine 3 mois d'importations), large déficit courant (4,7% du PIB),

inflation élevée (6,4%), etc. – mais aussi géopolitique (répercussions incertaines de la crise du Rakhine).

Les autorités se sont montrées réactives face à la dépréciation de leur monnaie

En Indonésie et aux Philippines, les Banques centrales ont pris des mesures pour stabiliser le cours de la monnaie. Les banques centrales indonésienne et philippine sont intervenues régulièrement sur le marché des changes dans le but de contrer le mouvement de dépréciation de leur monnaie, utilisant respectivement 10% et 5% de leurs réserves depuis le début de l'année. Elles ont également remonté leur principal taux directeur de 150 pdb depuis mai, en 5 fois à 5,75% pour l'Indonésie et en 4 fois à 4,5% pour les Philippines. L'Indonésie a par ailleurs annoncé le lancement d'un marché domestique des contrats à terme non-livrables (NDF).

En Birmanie, la dépréciation a entraîné le passage à un régime de change flottant. En août 2018, la Banque centrale birmane a annoncé l'abandon des bandes de fluctuation ($\pm 0,8$ p.p.) autour du taux de change de référence (MMK/USD) et autorisé les échanges en swap de dollars.

Le risque lié à la dépréciation reste pour l'heure sous contrôle

La dépréciation fait craindre une hausse de l'inflation dans les trois pays considérés. En particulier, aux Philippines, l'inflation atteint déjà un niveau élevé et est en hausse continue ces derniers mois sous l'effet notamment de la réforme fiscale introduite au 1^{er} janvier, à 6,7% en septembre 2018 (un plus haut depuis avril 2009, après 6,4% en août) soit un niveau bien supérieur à la cible de la Banque centrale (2-4%).

En Indonésie et aux Philippines, les autorités conservent des marges de manœuvre leur permettant de faire face à un choc externe grâce à des réserves de changes jugées adéquates par le FMI à respectivement 118 Mds USD et 78 Mds USD soit 7 mois d'importations dans les deux cas. Par ailleurs, la dette externe est relativement modérée à respectivement 35% et 23% du PIB. Dans le cas de l'Indonésie le montant de la dette externe est supérieur à celui des réserves mais principalement de long terme (87%). Les deux économies pourraient, par ailleurs, bénéficier d'une réduction de leur déficit courant via notamment un gain de compétitivité à l'exportation.

La Birmanie affiche une dette externe faible (moins de 15 % du PIB) mais dispose de peu d'outils lui permettant de faire face à la dépréciation du kyat compte tenu de la faiblesse des réserves et de l'inefficacité du canal du taux d'intérêt. Au-delà de l'effet sur l'inflation, la dépréciation pourrait entraîner une hausse de la dollarisation et de l'informalité et ainsi contrebalancer les progrès récents en la matière.

Salaire minimum et durée du travail dans les pays de l'ASEAN

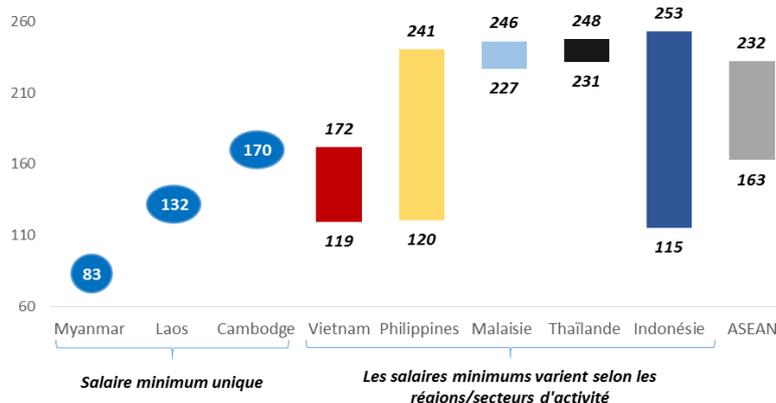
Les salaires minimums varient du simple au triple au sein de l'ASEAN, où ils ne dépassent pas les 250 USD par mois (hormis Singapour et Brunei qui n'en ont pas établis). Le coût de la main d'œuvre dans le secteur formel demeure faible au regard de la durée légale du travail, qui s'établit pour la majorité des pays à 48 heures par semaine. Le recours aux heures supplémentaires permet d'accroître largement cette durée de travail. Si l'augmentation des salaires minimums observée depuis plusieurs années réduit la compétitivité-coût de la région, elle témoigne également de sa progression dans les chaînes de valeur et de l'augmentation du pouvoir d'achat pour plusieurs centaines de millions de consommateurs.

Les salaires minimums sont relativement faibles et disparates en Asie du Sud-Est

Tous les pays membres de l'ASEAN disposent d'un salaire minimum, à l'exception de Singapour et du Brunei. Fixé au niveau national ou régional, et souvent destiné à des secteurs d'activité spécifiques, le salaire minimum varie du simple au triple au sein de l'ASEAN entre la Birmanie (83 USD/mois) et la région de Jakarta en Indonésie (253 USD) ou la Malaisie (250 USD à compter du 1^{er} janvier 2019). A titre de comparaison, le salaire minimum varie entre 176 et 276 USD dans la province manufacturière du Guangdong en Chine.

Toutefois, l'importance du secteur informel, ainsi que la faiblesse des systèmes juridiques, excluent de fait de nombreuses personnes de son champ d'application. D'après l'OIT, les emplois informels représentaient 75% de l'emploi total en Asie du Sud-Est en 2016 (à l'exclusion de la Thaïlande, la Malaisie et Singapour)¹.

**Salaires minimums mensuels dans l'ASEAN
(en USD au 1 juillet 2018)**



NB : Singapour et Brunei n'ont pas instauré de salaire minimum

Source : SER Singapour, d'après les Ministères du travail des pays de l'Asean

Le cadre légal est globalement souple et permet de recourir à une main d'œuvre abondante

Tous les pays de l'ASEAN ont adopté une législation générale pour limiter la durée du travail. Pour la plupart des pays, la barre maximale a été fixée à 48 heures par semaine (44h à Singapour, Brunei et en Birmanie, 40h en Indonésie). La limitation du temps de travail n'interdit pas les heures supplémentaires, nombreuses et mieux payées, qui font sensiblement augmenter le temps de travail hebdomadaire. Le droit du travail réserve de nombreux jours non travaillés dans la majorité des pays de l'ASEAN, conséquence notamment des multiples jours fériés.

Les pays de l'ASEAN travaillent au développement de principes communs en matière de droit du travail, encore peu contraignants à ce stade. Les ministres du travail nationaux ont adopté en 2016 l'agenda de travail 2016-2020 visant le développement d'une main d'œuvre plus qualifiée et productive, disposant d'une meilleure protection sociale et travaillant dans un cadre plus harmonieux. Le « Consensus pour la protection et la promotion du droit des travailleurs migrants » est une première marque d'engagement des pays de l'ASEAN en faveur d'une harmonisation régionale sur les droits de travailleurs migrants, bien qu'il ne constitue qu'un engagement moral.

Les salaires minimums progressent rapidement dans tous les pays

Les salaires minimums sont fréquemment revalorisés à la hausse, dans un contexte de forte croissance. En 2018, seules les Philippines n'ont à ce stade pas relevé leur salaire minimum. Au Vietnam, les salaires minimums ont doublé depuis 2012 alors qu'ils ont quasiment triplé sur la même période au Cambodge. Les récentes campagnes électorales ont également donné lieu à des promesses de hausse du salaire minimum, comme ce fût le cas en Malaisie (le nouveau Premier ministre a promis une hausse progressive de 50% du salaire minimum, pas encore mise en œuvre) ou au Cambodge en 2018 (le Premier ministre a promis qu'il augmenterait pour atteindre les 250 USD/mois d'ici 2023).

En dépit de son impact sur la compétitivité-coût, la hausse des salaires minimums pousse à une montée en gamme de l'appareil exportateur dans une région fortement intégrée dans les chaînes de valeur mondiales. Par ailleurs, elle a pour conséquence une hausse du niveau de richesses des pays de l'ASEAN (PIB par habitants en hausse de 6,7% en 2017), caractéristique de l'émergence future d'une classe moyenne porteuse de nouvelles perspectives de consommation dans la région.

A partir d'une note rédigée avec Thibault Jacolin

Contact : antoine.aubel@dgtrésor.gouv.fr

¹ Women and men in the informal economy, OIT, avril 2018

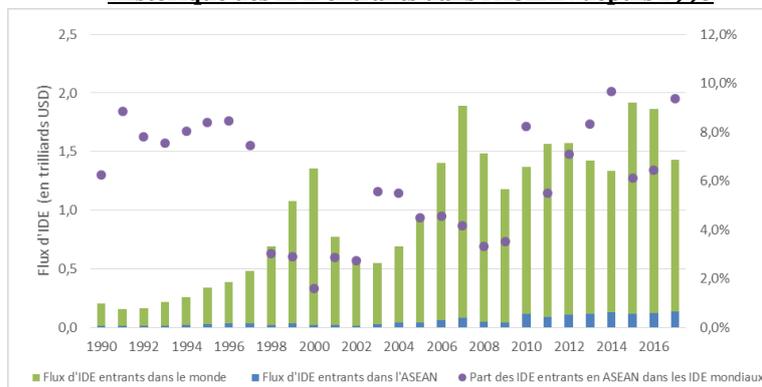
Accélération des IDE dans l'ASEAN en 2017

L'Asie du Sud-Est a attiré 134 Mds USD en 2017, un montant record, alors que dans le même temps les flux mondiaux reculaient de 23%. Si Singapour concentre 60% du stock d'IDE dans l'ASEAN, la croissance des flux entrants est à mettre à l'actif de la reprise des investissements en Indonésie, de l'internationalisation des multinationales chinoises et du développement des investissements intra-ASEAN, alimentés notamment pas les entreprises thaïlandaises. Moteurs dans le développement des pays de l'ASEAN, les investissements étrangers illustrent la place centrale de la région dans la chaîne mondiale de production. Les IDE sortants des pays de l'ASEAN restent limités mais continuent de croître.

L'ASEAN gagne en attractivité aux yeux des investisseurs étrangers

D'après la CNUCED², l'ASEAN n'a jamais été aussi attractive pour les investisseurs étrangers qu'en 2017, avec un montant historique de 134 Mds USD d'IDE entrants (+11% par rapport à 2016, à un niveau équivalent aux IDE entrants en Chine – 136 Mds USD). La région capte plus de 9% des IDE mondiaux, alors qu'elle n'en recevait que 6,5% en 2016. La dynamique des investissements a été entretenue par l'internationalisation des firmes multinationales chinoises, qui recentrent une partie de leurs investissements dans les pays de l'ASEAN, notamment dans le cadre de la *Belt & Road Initiative*. Les acquisitions chinoises dans la région s'élèvent à 34,1 Mds USD, en hausse de 268%, et sont d'autant plus significatives que le montant total de leurs investissements à l'étranger diminue dans le même temps de 32% par rapport à 2016³. En outre, l'Indonésie catalyse une part importante de la hausse des investissements dans l'ASEAN avec 23 Mds USD d'IDE entrants, contre seulement 4 Mds USD en 2016.

Historique des IDE entrants dans l'ASEAN depuis 1990



Source : CNUCED

Singapour continue d'être le pôle central pour les entreprises étrangères investissant dans l'ASEAN. Avec 62 Mds USD d'investissements étrangers reçus en 2017,

Singapour accueille près de la moitié des flux d'IDE dans la région (malgré une baisse de 20%), toujours plébiscitée par les entreprises pour y établir leur quartier général, afin de rayonner dans les pays voisins. Les économies intermédiaires de l'ASEAN sont toutes concernées par la hausse des flux d'IDE (hormis la Malaisie), à l'instar de la Thaïlande qui voit les investissements multipliés par 4 avec 9,5 Mds USD. Les pays les moins avancés attirent pas à pas les investissements étrangers. C'est le cas de la Birmanie (4,3 Mds USD, +45%), principalement dans des projets *greenfields* dans les télécoms et l'immobilier. Les IDE au Cambodge (2,8 Mds USD) et au Laos (800 M USD) restent limités.

Les IDE entrants jouent un rôle essentiel dans le développement de l'ASEAN

La dynamique des investissements internationaux est une composante essentielle du développement économique de l'ASEAN, comme en témoigne son ratio stock d'IDE/PIB (79%), le plus élevé au monde, moyenne des pays en développement (33,6%). Cela illustre l'importance des pays de l'ASEAN dans les chaînes mondiales de production. Avec un stock d'IDE représentant 4,4 fois son PIB, Singapour confirme son rôle de place financière mondiale. Les investissements étrangers prennent une part importante dans le développement des infrastructures au sein de l'ASEAN (les flux d'IDE entrants représentent 17,7% de la formation brute de capitale fixe). Ils se portent essentiellement sur des lancements de projets *greenfields*, qui représentent la moitié des flux d'IDE en 2017.

Les investissements des pays de l'ASEAN restent modestes à l'échelle mondiale, mais s'accroissent à l'intérieur de la zone, sous l'impulsion des entreprises thaïlandaises

Le flux d'IDE sortants s'élève à 55 Mds USD pour les pays de l'ASEAN en 2017 (+41%). L'essentiel de la croissance est due aux entreprises thaïlandaises qui s'internationalisent (19 Mds USD, +55% par rapport à 2016). Elles ciblent particulièrement les pays voisins de l'ASEAN (30% de leurs investissements). Les pays CLMV⁴ concentrent une part importante de leurs investissements dans la région (41%), principalement dans l'énergie, l'industrie minière, manufacturière, les infrastructures et l'immobilier. Le stock d'IDE en provenance de l'ASEAN reste limité à 1 200 Mds USD, soit la moitié du stock d'IDE entrants. La participation de l'ASEAN aux investissements mondiaux progresse peu, étant passée de 2,5 à 4% du stock mondial d'IDE sur ces dix dernières années. Singapour est le premier et principal pourvoyeur d'IDE sortants de la région, avec 841 Mds USD, loin devant la Malaisie (128 Mds USD) ou la Thaïlande (107 Mds USD).

A partir d'une note rédigée avec Thibault Jacolin

Contact : antoine.aubel@dgtresor.gouv.fr

² World Investment Report 2018

³ Belt and Road – exploring a blueprint for steady growth in overseas investment – EY

⁴ Cambodge, Birmanie, Laos, Vietnam

Le e-commerce au Vietnam, un secteur en plein essor

Encore embryonnaire il y a cinq ans, le e-commerce est aujourd'hui un des secteurs les plus prometteurs de l'économie vietnamienne, soutenu par des dynamiques macroéconomiques et démographiques fortes. Le secteur continue d'attirer des acteurs et des investisseurs de taille et affiche des perspectives de croissance importantes à moyen terme.

Le secteur du e-commerce au Vietnam connaît une croissance parmi les plus rapides du monde, soutenue par des tendances macroéconomiques et démographiques fortes

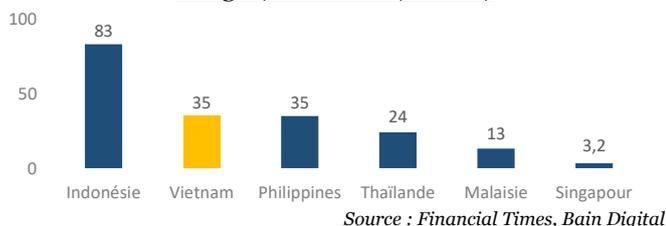
Le e-commerce vietnamien est en plein essor et affiche une croissance supérieure à 25% par an.

La croissance du e-commerce (dans une acception extensive, prenant également en compte la vente de services et les moyens de paiement en ligne) devrait se maintenir ces prochaines années pour atteindre un chiffre d'affaires de 10 Mds USD en 2020 dont près de la moitié imputable à la vente en ligne. Le nombre de clients réguliers est estimé à 35 millions aujourd'hui et devrait s'élever à 42 millions en 2021 avec un achat moyen passant de 62 USD à 96 USD.

Le dynamisme macroéconomique et la forte connectivité de la population contribuent pleinement au développement du e-commerce au Vietnam.

Avec un taux de croissance annuel moyen du PIB de 6% sur les dix dernières années et de 6,8% en 2017, le Vietnam connaît un développement rapide qui devrait se poursuivre ces prochaines années. Ce dynamisme s'accompagne de l'émergence d'une classe moyenne qui consomme de plus en plus, notamment via des sites de e-commerce. Dans l'ensemble, la connectivité de la population vietnamienne est forte : en 2018, le taux de pénétration d'Internet est de 67%, le taux de pénétration de la téléphonie mobile de 73% et 55 millions de vietnamiens ont un compte Facebook. Le pays se distingue par la croissance particulièrement forte de la consommation sur mobile (26% contre 19% en Asie du Sud-Est selon *iPrice*) : en 2017, 47% des achats effectués sur des sites de e-commerce au Vietnam se font via des applications.

Nombre de personnes ayant recherché un produit/service en ligne, en millions, en 2017



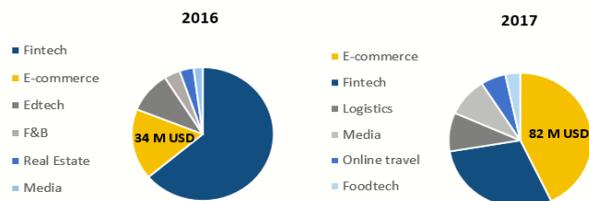
Si le marché est dominé par des groupes vietnamiens, certaines entreprises d'envergure internationale sont présentes et le secteur attire de plus en plus d'investisseurs étrangers

Sur les 20 plus grosses plateformes de e-commerce au Vietnam, 17 sont vietnamiennes. *Lazada*, détenue par le groupe chinois *Alibaba*, est la plateforme drainant le plus de trafic avec plus de 32

millions de visites par mois. Le leader vietnamien *The Gioi Gi Dong* se trouve en 2^{ème} position avec plus de 29 millions de visiteurs par mois. On note également la présence de l'entreprise singapourienne *Sea Limited* via sa plateforme *Shopee*, la troisième plus visitée au Vietnam. De nouveaux entrants arrivent progressivement sur le marché dont des acteurs de la grande distribution traditionnelle, tels que *Lotte* (Corée du Sud), *Auchan* (France), ou *Central Group* (Thaïlande) soit par fusion-acquisition, soit par création d'un nouveau site internet.

La vente en ligne attire de nombreux investisseurs, en partie étrangers. Plusieurs fonds vietnamiens ont investi dans le secteur dès ses débuts tels que *Dragon Capital* ou *IDG Ventures Vietnam*, aux côtés d'entreprises ayant créé leur propre fonds à l'image de *VinGroup*, *FPT* ou *Mobile World*. Après le Vietnam, les pays les plus actifs sont le Japon, la Chine, l'Allemagne, Singapour, la Corée du Sud et les Etats-Unis.

En 2017, les investissements vers les startups vietnamiennes sont dominés par le e-commerce.



Sur les deux dernières années, on relève parmi les investissements les plus importants : 44 M USD investis par *JD.com* (leader du e-commerce en Chine) dans *Tiki.vn* ; 43,8 M USD investis par *Creador* (fonds de private equity basé en Malaisie) dans *The Gioi Di Dong* et 51 M USD levés par la plateforme *Sendo* auprès de *SBI Holdings* (Japon), *Daiwa PI Partners* (Japon), *SoftBank Ventures Korea* (Corée du Sud) et cinq autres investisseurs asiatiques.

Le développement rapide du e-commerce au Vietnam ne pourra se maintenir qu'avec l'amélioration des infrastructures logistiques et l'automatisation des paiements

Le principal frein au développement du e-commerce au Vietnam est l'absence de structures logistiques de qualité pour livrer les produits achetés en ligne. Les entreprises de logistique et transport sont encore peu nombreuses, obligeant les plateformes de e-commerce à sous-traiter ces activités vers des réseaux éparés et non organisés. Malgré une croissance rapide du e-paiement (+22% en 2017), **les transactions liées aux achats en ligne se font encore majoritairement en espèce** sur le mode *cash-on-delivery*, ce qui réduit la traçabilité et la fiabilité des échanges. Début 2018, seuls 31% de la population vietnamienne disposent d'un compte en banque et 9% effectuent des paiements en ligne.

La transformation numérique des services publics singapouriens

La transformation numérique de l'administration singapourienne vise à mettre en place des services publics dématérialisés centrés sur les besoins des usagers mais aussi et surtout à tirer pleinement profit du numérique pour réexaminer en profondeur les politiques publiques et processus administratifs.

Une agence dédiée au numérique, GovTech

GovTech, créée en 2016 de la réorganisation de plusieurs services, est chargée de la mise en œuvre de la politique de transformation numérique. Placée sous l'autorité d'un comité interministériel de 5 ministres qui se réunissent tous les trimestres, l'agence est responsable, en propre, de l'infrastructure numérique, des réseaux et des équipements informatiques de l'ensemble du gouvernement (*data centres* et *cloud* publics, ...) et de la gouvernance du système (définition des règles applicables à l'ensemble des ministères et audits).

Elle pilote elle-même certains chantiers mais aussi co-crée avec les autres agences les applications et développements utiles à leur transformation numérique. Elle est également responsable de la politique de formation initiale et continue des agents publics au numérique.

Dotée d'environ 2000 agents (ingénieurs, *data scientists*, ...), GovTech fournit de nombreux personnels spécialisés aux autres ministères et agences publiques, notamment pour les postes de *chief information officer* (CIO).

Une réappropriation de la transformation numérique par l'Etat lui-même

Colonne vertébrale du système, GovTech concrétise la volonté des autorités de disposer de solides équipes en propre sur les questions numériques et de décloisonner les ministères et agences publiques sur ces questions. Ce mouvement se traduit par le développement des capacités internes des administrations plutôt que l'externalisation, par le développement de plateformes de travail communes entre agences plutôt qu'à des silos (y compris au niveau des infrastructures), par la co-création de projets et d'applications par les agences avec GovTech et par une approche centrée sur les besoins des citoyens plutôt que sur ceux des agences elles-mêmes.

Le gouvernement vient de se doter, en juin 2018, de son premier plan de transformation numérique des services publics, intitulé *Digital Government Blueprint*, dont l'objectif est de rendre l'Etat singapourien « numérique au cœur et qui sert avec cœur » (*digital to the core, serves with heart*).

L'ambition n'est pas d'adapter à la marge les services publics existants pour simplement les rendre accessibles en ligne mais bien de transformer les méthodes de travail et la manière dont les services publics sont rendus en tirant profit du numérique, du *big data*, de l'intelligence artificielle.

Suivant les 6 axes qui guident la stratégie singapourienne, 14 indicateurs et autant d'objectifs ambitieux ont été fixés, parmi les lesquels, d'ici 2023: 100% de services en ligne pré-remplis avec des données vérifiées par le gouvernement, 75 à 80% de citoyens et entreprises très satisfaits par les services en ligne du gouvernement, 20 000 agents publics formés en *data analytics* et *data science*, 100% des agents publics disposant d'une compétence numérique de base, 30 à 50 projets de transformation numérique profonde, tous les ministères ayant au moins un projet utilisant l'intelligence artificielle, au moins 10 projets inter-agences par an et 2 projets par ministère et par an ayant un fort impact et utilisant l'analyse de données.

Cinq projets d'envergure nationale constituent les premières briques sur lesquelles le gouvernement a décidé de porter son attention dans le cadre de Smart Nation. Trois de ces premiers projets devraient être achevés d'ici 2022 et constituent les fondations qui permettront de faciliter le développement d'autres projets et applications (1. le développement d'une identité numérique pour tous les résidents [cf. article suivant] 2. le déploiement massif du e-paiement et 3. un système national de capteurs urbains).

Les deux autres projets stratégiques permettront de montrer, sans attendre, des applications concrètes de cette transformation numérique. Ils concernent d'une part la mobilité urbaine intelligente et les véhicules autonomes (cf. précédent numéro) et d'autre part le développement de l'application *Moments of life* qui a pour ambition d'anticiper autant que possible les besoins des résidents pour l'accomplissement de leurs démarches administratives à chacun des moments de leur vie (naissance, scolarisation, entrée dans la vie active, mariage, transition professionnelle, retraite ...).

La nécessaire mobilisation des parties prenantes et des talents

A ce stade, les principaux défis rencontrés portent sur la mobilisation des parties prenantes, notamment des ministères, qui doivent produire leur feuille de route de transformation numérique, mais aussi et surtout sur le développement des capacités des agents publics et le recrutement, y compris à l'étranger, de talents pour mener à bien ces transformations publiques.

S'agissant de l'ouverture des données publiques, les autorités singapouriennes apparaissent très conservatrices à ce stade, craignant probablement en les partageant largement, d'affecter la sécurité et la sûreté de la cité-Etat et d'altérer la confiance des citoyens dans le numérique, *a fortiori* après le vol de données d'1,5 millions de patients stockées par un groupe hospitalier public.

Une identité numérique pour chaque résident singapourien

Parmi les projets prioritaires visant à faire de la cité-Etat une Smart Nation, figure la mise en place d'une identité numérique pour chaque résident. Développée initialement pour l'accès aux services publics et progressivement perfectionnée, elle est en cours d'extension au commerce en ligne.

Une identité numérique pour chaque résident

Alors que chaque résident singapourien (citoyen, résident permanent, et titulaire d'un visa de plus de trois mois) dispose déjà d'un identifiant unique, utilisé pour l'ensemble des services publics, le gouvernement s'est engagé dans la création d'une identité nationale numérique pour chaque résident.

Ce projet, piloté par GovTech, l'agence publique chargée de la transformation numérique, figure parmi les cinq prioritaires pour le développement d'une Smart Nation singapourienne. Elle est en effet une brique importante du socle sur lequel s'appuieront les futures composantes de l'initiative.

Une première étape a été initiée en 2003, avec le portail d'identification sécurisé SingPass (Singapore Personal Access) qui permet à chaque résident d'accéder aux services publics en ligne grâce à son identifiant unique, à un mot de passe personnel et à un deuxième mot de passe à usage unique (reçu par SMS ou généré via une appli dédiée).

Désormais, grâce à la plateforme MyInfo, au moment où l'utilisateur se connecte à un service en ligne, près d'une trentaine de données authentifiées par le gouvernement, peuvent, avec l'accord de l'utilisateur, et de manière sécurisée, être transmises à ce service en ligne.

En pratique, la plateforme MyInfo rapatrie les données personnelles et actualisées disponibles auprès d'organismes publics comme l'agence de l'immigration et des douanes (ICA), l'agence des impôts (IRAS), la caisse des retraites singapouriennes (CPF) ou le ministère du travail (MOM). Sont ainsi susceptibles d'être transmises près de 30 données comme les nom, adresse, email, revenus, employeur, niveau d'éducation, langues parlées, nationalité, numéro du passeport, numéro d'immatriculation du véhicule de chacun ...

Un outil pour étendre de manière sécurisée la dématérialisation des services publics

MyInfo contribue à la mise en œuvre du principe « dites-le nous une fois » que promeut le gouvernement. Les données rapatriées par MyInfo n'ont plus besoin d'être saisies par les utilisateurs et ont l'avantage d'être actualisées puisqu'il s'agit des dernières données disponibles enregistrées par chaque agence compétente.

L'amélioration de l'authentification des individus en ligne est un prérequis pour le développement de nouveaux services. En

utilisant des informations personnelles authentifiées, MyInfo permet de pallier les problèmes d'usurpation d'identité, les fausses déclarations, les erreurs de saisie, et de supprimer les saisies multiples.

GovTech prévoit d'étendre MyInfo à l'ensemble des 160 services publics en ligne d'ici la fin de l'année 2018. L'étape suivante portera sur le développement d'une signature numérique.

Un moyen de faciliter le commerce sécurisé en ligne

Le secteur privé est très fortement intéressé par ces développements. Ainsi, plus de 50 entreprises privées collaborent d'ores et déjà à MyInfo pour permettre, avec l'accord des usagers, le remplissage automatique des formulaires d'identification en ligne. Le temps d'acquisition clients est ainsi réduit, le travail des personnels facilité, et les risques d'usurpation d'identité, de fausse déclaration, d'erreurs des saisies manuelles et donc l'ensemble des coûts associés sont ainsi minimisés.

Les banques et les opérateurs télécoms, comme DBS et M1, ont été parmi les premiers partenaires pilotes à tester l'authentification via MyInfo. Elle n'est ouverte qu'aux entreprises enregistrées à Singapour et qui sont ainsi soumises aux règles de protection, stockage, transfert et destruction des données du *Personal Data Protection Act* (PDPA).

Un contexte singapourien plutôt favorable

L'adhésion citoyenne à la politique numérique du gouvernement et plus généralement la confiance des Singapouriens dans leurs institutions sont un terreau favorable à l'affirmation d'une identité numérique. Au cours des 7 dernières années, le taux de confiance dans les institutions gouvernementales s'est établi entre 65 à 74% à Singapour contre 38 à 43% en moyenne dans les 28 premières économies mondiales et seulement 20 à 33% en France.

La sécurisation et la confidentialité des données sont essentielles au maintien de cette confiance. En ce sens, GovTech travaille à la réduction des risques de cyberattaque sur la plateforme MyInfo, qui n'est pas un centre de stockage de données mais un vecteur des données contenues dans les différentes agences gouvernementales.

Le déploiement rapide de l'identité numérique dans de multiples services en ligne est en outre un facteur d'adhésion à l'identité numérique. Le volume de services accessibles grâce à l'usage d'une identité numérique est une condition de son adoption rapide par la population. L'exemple estonien témoigne du fait qu'il a fallu attendre 3 ans après l'introduction de la carte d'identité électronique en 2002 pour voir son usage décoller en même temps que les services associés augmentaient.

Singapour, leader sur le marché des *data centers* en Asie du Sud-Est

Singapour entend s'imposer comme un hub et une référence sur le marché des *data centers*, les « ports du futur », un secteur considéré particulièrement stratégique à l'ère numérique. La cité-Etat se positionne en chef de file régional mais doit faire face à la concurrence croissante des pays voisins, en particulier de la Malaisie et de la Thaïlande, où les coûts d'exploitation sont moindres. De ce fait, les autorités singapouriennes sont très proactives pour encourager le développement de centres moins énergivores et s'impliquent dans l'élaboration de standards de sécurité ambitieux.

Un marché en forte croissance, sur lequel Singapour se positionne en chef de file en Asie du Sud-Est

Du fait du développement d'activités économiques en ligne et de la numérisation des secteurs traditionnels, les questions liées à la collecte et à l'utilisation des données, ainsi qu'à leur stockage, ont été élevées au rang d'enjeu économique majeur par les autorités singapouriennes.

Le marché singapourien des *data centers* est déjà relativement développé et, au sein de l'Asie du Sud-Est, la cité-Etat occupe sur ce secteur une position dominante. Avec une capacité de 370 MW pour le matériel informatique, elle représente en effet **54% de l'offre de la région** (estimation de *BroadGroup* au début de l'année 2018) et la construction de nouvelles infrastructures se poursuit à un rythme relativement soutenu.

La qualité des infrastructures et de l'environnement des affaires de la cité-Etat participent de sa forte attractivité

L'excellence de l'environnement des affaires, des infrastructures et la stabilité politique que connaît Singapour participent à sa forte attractivité. Le classement réalisé par *Cushman & Wakefield* place d'ailleurs la cité-Etat en tête des pays asiatiques pour y localiser un centre de données, avec un score de 84,5 sur 100, devant la Corée du Sud (83,2), Hong Kong (78,7) et le Japon (76,5). Par ailleurs, **Singapour offre un cadre juridique sûr, qui, depuis fin 2012, intègre également une loi relative à la protection des données personnelles** (*Personal Data Protection Act*, PDPA). Cette dernière vise à concilier le droit des internautes à protéger leurs données personnelles et les besoins qu'ont les entreprises de collecter et d'exploiter ces données et participe au positionnement de la cité-Etat en tant que hub numérique.

De fait, **c'est jusqu'à présent vers Singapour que se sont tournées un certain nombre d'entreprises souhaitant implanter leurs *data centers* en Asie**, tels *Google*, *Amazon*, *Alibaba* ou encore *Facebook*, dernier arrivé ayant annoncé en septembre 2018 son intention de construire à

Singapour son premier *data center* en Asie, pour un début d'opérations prévu en 2022.

Un secteur bénéficiant d'une forte implication des autorités, désireuses de consacrer la position de la cité-Etat en tant que hub financier et des TIC

Conscientes des opportunités de développement de ce marché, les autorités singapouriennes se sont montrées particulièrement proactives s'agissant de la promotion et l'encadrement des activités des *data centers*. Dès 2010, les autorités ont entrepris de doter la cité-Etat d'un « *Data Center Park* » pouvant accueillir jusqu'à 105 000 m² de racks serveurs, qui devait permettre de doubler la surface alors dédiée aux centres de données.

Par ailleurs, **les autorités ont très tôt souligné l'importance d'améliorer l'efficacité énergétique des installations**, la mise en place de solutions moins gourmandes en électricité et moins étalées horizontalement conditionnant, à terme, la soutenabilité du secteur. **Singapour s'est donc dotée dès 2011 de standards en matière d'efficacité énergétique** et a mis en place des mesures incitatives, dans le but d'encourager les entreprises gérant des centres de données à moderniser leurs installations. En outre, **les autorités financent des projets de R&D et se sont associées à des acteurs du secteur pour tester des solutions prototypes.**

Enfin, les autorités ont souhaité définir des standards garantissant un certain niveau de sécurité aux utilisateurs, contribuant ainsi à asseoir la notoriété de Singapour comme hub pour les *data centers*. La cité-Etat entend jouer un rôle de prescripteur, les autorités se targuant ainsi d'avoir promulgué en 2013 le premier standard pour 3 niveaux de services *cloud* (*Multi-Tier Cloud Security Standard for Singapore*).

Une montée de la concurrence des pays voisins, où les coûts d'exploitation et la contrainte spatiale sont moindres ?

Dans le proche voisinage de Singapour, **les marchés thaïlandais, malaisien et indonésien se développent également rapidement**, une croissance à deux chiffres étant anticipée par les experts. **La plus grande disponibilité de terrains dans ces trois pays, ainsi que leur avantage concurrentiel en termes de coûts d'exploitation** (l'électricité y est moitié moins chère qu'à Singapour, les salaires des cadres y sont divisés par 2 voire 4) sont autant d'atouts pour la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande. En Malaisie et en Thaïlande, les autorités entendent en outre apporter leur soutien au développement du secteur, adoptant des mesures incitatives pour attirer les investissements. Toutefois, la qualité de l'environnement des affaires ainsi que des infrastructures physiques n'égalent pas, pour l'heure, le niveau de l'offre singapourienne.

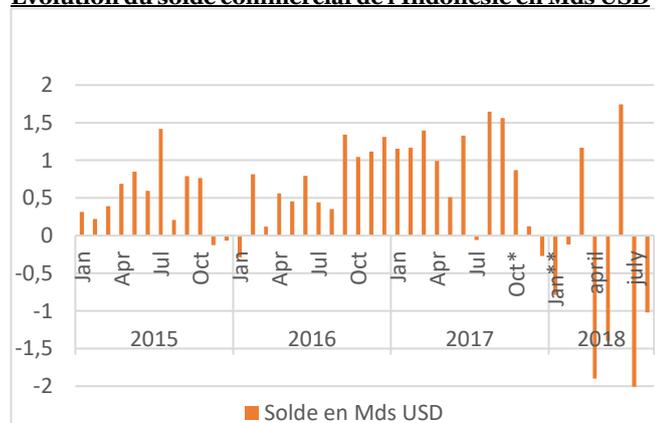
L'Indonésie tente de maîtriser son déficit commercial en limitant les importations

Confrontée à la dégradation de ses indicateurs externes, l'Indonésie tente de stabiliser la situation en mettant en place des mesures de réduction des importations.

Une facture énergétique qui pèse sur la balance commerciale

Depuis cette année, les importations indonésiennes croissent bien plus rapidement que les exportations (respectivement +25% et +11% pour janvier-août). L'Indonésie a par conséquent enregistré un déficit commercial de 4,3 Mds d'USD sur huit mois. Ce déficit rompt avec une succession d'excédents depuis fin 2015. L'apparition d'un déficit commercial est attribuable en partie à la hausse de la facture énergétique du pays (les importations de pétrole et gaz ont diminué de 1,6% en volume mais cru de 24,5% en valeur) qui est devenu importateur net d'hydrocarbures en 2011. En revanche, hors pétrole et gaz, la balance commerciale indonésienne est excédentaire à 4,3 Mds USD. Il faut également souligner que les matières premières et les biens d'équipement comptent pour la majeure partie des importations indonésiennes (respectivement 75% et 16%).

Evolution du solde commercial de l'Indonésie en Mds USD



Source : BPS, Bank Indonesia, Service Economique de Jakarta

La mise en place de restrictions sur les importations aux effets incertains

Le gouvernement tente de réduire le déficit commercial en augmentant l'impôt perçu lors de l'importation de près de 1150 produits. Il convient de préciser que cette hausse ne concerne pas les droits de douanes, mais un acompte de l'impôt sur les sociétés qui est payé lors du passage à la frontière. Cet acompte pourra ensuite être déduit du montant dû en fin d'année par l'entreprise importatrice. En cas de résultat fiscal négatif, les sociétés pourront demander une restitution de l'acompte. Ce remboursement sera sujet préalablement à un audit de l'administration fiscale. L'acompte ne peut pas être reporté d'une année

sur l'autre. Par conséquent, si la société importatrice est bénéficiaire, seule sa trésorerie est impactée. Parmi les 1147 produits concernés, les augmentations sont variables.

- Augmentation de l'acompte de 7,5 à 10% pour 210 produits, notamment les voitures assemblées (CBU) et les motos.
- De 2,5 à 10% pour 218 produits, dont les biens de consommation pour lesquels il existe des substituts produits sur le territoire indonésien comme l'électroménager, les cosmétiques (sauf parfums).
- De 2,5 à 7,5% pour 719 produits, dont certains matériaux de construction (céramique), le matériel audiovisuel, l'habillement et les pneus.

Selon le ministère des finances cette hausse devrait être temporaire, tant que la roupie est sous pression. Les biens sélectionnés sont des biens de consommation, considérés comme non-indispensables ou pour lesquels existent des équivalents locaux. Les biens intermédiaires et la majorité des matières premières ne sont pas concernés pour ne pas affecter les activités productives locales ; 57 produits déjà taxés à 2,5% sont exemptés de la hausse d'acompte en raison de leur caractère nécessaire au soutien des industries domestiques.

Cette décision accompagne d'autres mesures prises afin de limiter les importations indonésiennes, comme la mise en œuvre d'une obligation d'utilisation de biodiesel B20 dans le secteur des transports à partir de septembre 2018. L'utilisation de B20 pourrait permettre de doubler la consommation d'huile de palme dans les carburants pour atteindre 6 Mds de litres et ainsi faire économiser 6 Mds USD par an en importations d'hydrocarbures à l'Indonésie. Le gouvernement a également décidé de reporter les grands projets publics dont le financement n'a pas encore été conclu, en particulier dans le secteur de l'énergie, afin de réduire les importations de biens d'équipement. L'Indonésie avait déjà mis en place des mesures similaires en 2013 (augmentation des impôts relatifs à 502 biens de consommation) et en 2015 (pour 240 produits).

L'impact des restrictions à l'importation de biens de consommation pourrait s'avérer limité pour réduire le déficit car ces produits ne représentent que 9% des importations de la période janvier-juillet 2018. En outre, depuis le début de l'année ce sont les importations de biens d'équipement, bénéfiques à la croissance, qui connaissent la plus forte croissance (+30%, 15% du total importé), et non celles de biens de consommation (+27%).

Essor de l'industrie de la confection en Birmanie, évolution des pratiques sociales et environnementales

Le secteur de la confection représente aujourd'hui en Birmanie 3 Mds USD d'exportations, pour moitié à destination de l'Union Européenne et emploie près d'un demi-million de personnes. L'industrie de la confection birmane, bien que spécialisée sur des productions à faible valeur ajoutée selon le procédé Cut-Make-Trim (CMT), a d'emblée su s'imposer sur des produits à relativement forte technicité, parmi les plus complexes confiés aux pays produisant du CMT. Son essor a permis à la Birmanie de diversifier ses exportations jusque-là concentrées principalement sur l'exploitation de ses ressources naturelles. Les évolutions des pratiques RSE dans l'industrie, bien que lentes, sont encourageantes.

Le secteur birman de la confection birman est en pleine expansion

Le secteur formel birman de la confection employait en 2017 plus de 466 000 personnes selon les professionnels du secteur. Sur les 600 usines de confection de plus de 100 employés, 68% sont possédées par des entreprises étrangères, 7% par des joint-ventures et seulement 25% par des entreprises birmanes.

La confection birmane est essentiellement organisée selon le procédé Cut-Make-Trim à haute intensité de main d'œuvre. Les usines prennent en charge la découpe du tissu, leur couture et l'emballage des vêtements pour l'exportation selon un cahier des charges établi par l'importateur. **Les vêtements produits en Birmanie sont toutefois parmi les plus complexes** confiés aux pays spécialisés dans le CMT. Les industriels expliquent cette relative technicité de la production de confection birmane par l'histoire riche du secteur dans le pays.

La confection représentait en 2017 3 Mds USD, soit près de 20% du total des exportations birmanes. Ce montant a plus que triplé depuis 2012, année précédant le rétablissement du Système de préférences généralisées par l'Union européenne. **Près de la moitié des exportations de confection birmanes est à destination de l'Union européenne (en particulier vers l'Allemagne, mais aussi pour plus de 5% vers la France).** En 2017, 157 M USD ont été exportés par l'industrie de la confection birmane à destination de la France (+60% par rapport à 2016, 70% des exportations birmanes vers la France).

La compétitivité du secteur repose sur l'abondance de la main d'œuvre bon marché et sur l'accès privilégié aux marchés développés, notamment européen

La main d'œuvre birmane est abondante et bon marché, le salaire minimum birman reste le plus faible d'Asie du Sud-Est à 83 USD par mois. La Birmanie bénéficie du rétablissement des systèmes de préférences généralisées ainsi que de sa capacité à gérer

l'assemblage de produits relativement plus complexes que ses concurrents internationaux. Le pays tire également avantage de sa situation géographique à proximité des usines chinoises, thaïlandaises et bangladaises et à portée des marchés asiatiques.

La productivité du secteur est néanmoins encore très faible même si elle croît rapidement. Le manque de qualification se ressent à tous les niveaux, les employés étant inadaptés à la vie en usine et les ingénieurs locaux introuvables. Le turnover dans les usines est extrêmement élevé (autour de 9% par mois) ce qui implique un besoin constant de formation. Enfin, le taux d'absentéisme est significatif (autour de 10%).

Les pratiques RSE de l'industrie de la confection birmane s'améliorent mais lentement

Une politique ambitieuse existe à ce sujet depuis 2015. La Myanmar Garment Manufacturers Association a publié en 2015 un code de conduite à destination de tous ses membres et le secteur bénéficie d'un projet de l'UE « Smart Myanmar » depuis 2013 afin d'encourager le renforcement des pratiques en la matière.

Des progrès importants ont été réalisés pour mettre un terme au travail des enfants grâce à la pression des acteurs internationaux et à une politique gouvernementale rendant l'école plus accessible et obligatoire jusqu'au collège. D'autre part, **la Birmanie se distingue de ses voisins pour la qualité et la sécurité relatives de ses usines** qui sont pour la grande majorité récentes.

93% des employés du secteur étant des femmes en Birmanie, la question du respect de leurs droits sur leurs lieux de travail est cruciale. Sur ce point, les discriminations et violences sexuelles restent sous-rapportées et sous-évaluées en Birmanie. La situation semble néanmoins meilleure par rapport aux pays voisins, en partie grâce à une meilleure représentation des femmes à la tête des usines textiles : 40% du management des usines à capitaux birmanes en Birmanie est féminin (contre seulement 25% dans les usines à capitaux chinois et 5% dans celles japonaises).

Le temps de travail excessif demeure un problème généralisé. La durée maximale théorique imposée par les acheteurs internationaux de 60 heures est souvent la norme hebdomadaire, ce qui implique parfois des pics d'activité jusqu'à près de 75 heures. Dans une moindre mesure, la situation est également inquiétante concernant les cas de travail forcé, les employeurs conservant souvent la carte d'identité des travailleurs pour empêcher leurs démissions et limiter le turnover.

A partir d'une note rédigée par le SE de Rangoun

Contact : hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

Le secteur de l'assurance thaïlandais en pleine évolution

Le secteur assurantiel thaïlandais est en expansion mais doit encore se démocratiser. Il est principalement soutenu par une croissance de l'assurance-vie alimentée par le vieillissement de la population. Le gouvernement met en place une nouvelle réglementation et facilite l'accès aux investisseurs étrangers afin d'accélérer la modernisation du secteur.

Un marché fortement concentré qui se développe pour tenir compte des évolutions de la société thaïlandaise

Le secteur de l'assurance en Thaïlande, le deuxième plus important de l'ASEAN, est dominé par l'assurance-vie qui représente près de 70% du marché. Le marché de l'assurance thaï est aussi caractérisé par sa forte concentration : malgré l'existence d'une soixantaine d'acteurs, les trois plus gros d'entre eux représentent près de la moitié du secteur.

D'importantes évolutions sont attendues dans les prochaines années. Le vieillissement de la population alimente la croissance de l'assurance vie, qui reste peu démocratisée dans le pays. L'assurance automobile représente 58% des assurances non-vie mais devrait se contracter sur les dix prochaines années selon la *Thai General Insurance Association*. Les catastrophes naturelles participent également à la reconfiguration du marché, dans un contexte d'augmentation des sinistres constatés au niveau mondial.

Le secteur de l'assurance-vie a bénéficié des faibles taux d'intérêt, qui ont permis de développer les paiements échelonnés et d'attirer un public qui ne pouvait se permettre de payer les polices d'assurance en une seule fois.

Les outils numériques apparaissent comme un moyen efficace d'accroître la taille du marché assurantiel. Des outils en ligne comme les agrégateurs ont déjà modifié les pratiques des assureurs grâce à une mise en concurrence plus effective. La collecte des données est aussi un sujet de discussion puisqu'elle permettrait de proposer des assurances personnalisées en fonction des risques propres à chaque individu, notamment dans le secteur de la santé. Le ministère de l'économie numérique (créé en décembre 2016) soutient ces initiatives dans le cadre de stratégie 4.0.

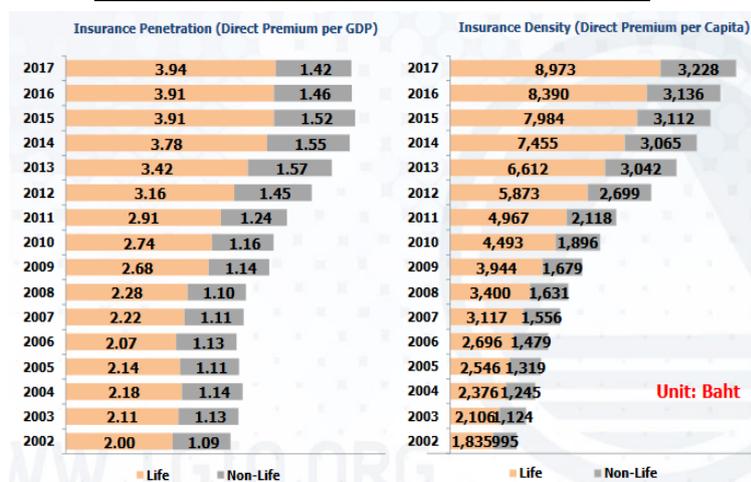
Le régulateur cherche à accompagner ces transformations en facilitant l'investissement étranger

Le gouvernement a fait évoluer ses positions en matière de réglementation dans un souci de modernisation du secteur. Un de ses objectifs est

notamment de diversifier les moyens d'accès pour augmenter le recours aux assurances. Les autorités de régulation veulent également renforcer les compagnies du pays en facilitant les regroupements. La régulation du secteur a de plus été renforcée : l'introduction de nouveaux standards a par exemple entraîné la fermeture de la compagnie *Chao Phraya*. Le vieillissement de la population a aussi été pris en compte avec la mise en place d'une Caisse de Prévoyance Obligatoire pour le secteur formel, qui a introduit de nouvelles règles en termes de contributions sociales. La contribution est établie à 3% du salaire de l'employé, et augmentera jusqu'à 10% au cours des dix prochaines années. Pour les employés à faibles revenus, l'employeur devra prendre en charge la contribution. Cette caisse ne concernera en premier lieu que les entreprises de plus de 100 employés, mais la mesure devrait s'étendre aux plus petites entreprises par la suite.

Le gouvernement a également décidé d'ouvrir le marché assurantiel à la concurrence internationale, en assouplissant la législation sur la prise de participation étrangère. Les autorités cherchent ainsi à associer les investisseurs étrangers, mieux structurés, aux assureurs locaux. Les restrictions de participation internationale dans les compagnies d'assurance sous licence ont ainsi été abaissées. Ce tournant s'effectue dans un contexte plus global de libéralisation des marchés d'ici 2020 dans le cadre de la Communauté économique de l'ASEAN. Cela ne se fait cependant pas sans résistance de la part d'acteurs locaux souffrant d'un manque de compétitivité, pour qui une libéralisation totale pourrait signifier une diminution des marges.

Pénétration et densité de l'assurance en Thaïlande



Source : National Economic and Social Development Board of Thailand

Contact : jean.caro@dgtresor.gouv.fr

Annexes statistiques

Prévisions de croissance pour les pays de l'ASEAN en 2018

	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	ASEAN-6
Population (millions)	265,3	32,4	107,0	5,7	69,2	94,6	574,2
PIB (Mds USD)	1 005,3	347,3	331,7	346,6	490,1	241,4	2 762,4
PIB / habitant USD	3 789,0	10 703,6	3 099,3	61 230,2	7 084,5	2 552,8	4 817,3
Croissance (%)	5,1%	4,7%	6,5%	2,9%	4,6%	6,6%	5,0%
Inflation moyenne (%)	3,4%	1,0%	4,9%	1,3%	0,9%	3,8%	2,7%
Investissement (% PIB)	33,4%	24,3%	27,5%	27,8%	23,4%	27,5%	28,7%
Épargne (% PIB)	31,0%	27,2%	26,0%	46,3%	32,5%	29,6%	32,0%
Solde courant (% PIB)	-2,4%	2,9%	-1,5%	18,5%	9,1%	2,2%	3,3%
Exportations de biens (Variation (%) du volume)	2,3	4,9	8,9	3,7	6,2	12,0	5,0
Importations de biens (Variation (%) du volume)	4,2	3,4	12,6	3,5	5,9	11,6	5,9
Dépenses publiques (% PIB)	16,9%	22,3%	20,2%	18,5%	21,6%	27,9%	19,8%
Recettes publiques (% PIB)	14,6%	19,6%	19,8%	20,7%	20,9%	23,3%	18,4%
Solde public (% PIB)	-2,1%	-2,7%	-1,1%	2,2%	-0,8%	n.d.	-1,2%
Dette publique brute (% PIB)	29,8%	55,1%	39,8%	112,9%	41,9%	57,8%	48,6%
IDE sortants (Mds USD flux 2017)	2,9	5,8	1,6	24,7	19,3	0,5	54,8
IDE entrants (Mds USD flux 2017)	23,1	9,5	9,5	62,0	7,6	14,1	125,9

Source : *World Economic Outlook*, octobre 2018 (FMI) et CNUCED

Prévisions de croissance pour les pays de l'ASEAN en 2018

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Laos	Timor Oriental	ASEAN-10 (Timor Oriental exclu)
Population (millions)	52,8	0,4	16,3	6,8	1,3	650,5
PIB (Mds USD)	71,5	14,7	24,1	18,7	3,2	2 891,5
PIB / habitant USD	1 354,2	33 824,1	1 485,3	2 755,8	2 485,9	4 448,8
Croissance (%)	6,4%	2,3%	7,0%	6,8%	0,8%	5,1%
Inflation moyenne (%)	6,0%	0,5%	3,3%	0,9%	1,8%	2,7%
Investissement (% PIB)	21,9%	29,1%	22,0%	n.d.	24,3%	29,6%
Épargne (% PIB)	16,6%	n.d.	11,2%	n.d.	n.d.	31,5%
Solde courant (% PIB)	-5,3%	7,8%	-10,8%	-13,9%	-1,2%	2,9%
Exportations de biens (Variation (%) du volume)	4,4	3,2	12,9	4,6	n.d.	5,1
Importations de biens (Variation (%) du volume)	5,0	2,3	9,2	7,0	n.d.	5,9
Dépenses publiques (% PIB)	20,2%	30,4%	24,3%	21,9%	46,4%	19,9%
Recettes publiques (% PIB)	17,3%	23,3%	20,4%	17,4%	29,3%	18,4%
Solde public (% PIB)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Dette publique brute (% PIB)	33,2%	0,5%	31,7%	64,7%	n.d.	48,0%
IDE sortants (Mds USD flux 2016)	n.d.	-0,1	0,3	0,0	n.d.	55,0
IDE entrants (Mds USD flux 2016)	4,3	0,0	2,8	0,8	0,01	133,8

Source : *World Economic Outlook*, octobre 2018 (FMI) et CNUCED

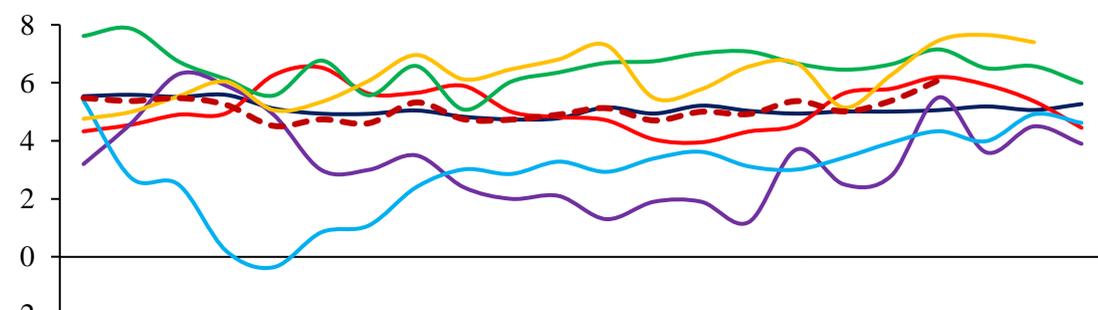
Prévisions de croissance pour l'ASEAN
(Fonds monétaire international, Banque mondiale et Banque asiatique de développement)

	FMI			Banque mondiale			BAsD		
	2017	2018 (prév.)	2019 (prév.)	2017	2018 (prév.)	2019 (prév.)	2017	2018 (prév.)	2019 (prév.)
Birmanie	6,8	6,4	6,8	6,4	6,2	6,5	6,8	6,6	7,0
Brunei	1,3	2,3	5,1	-	-	-	1,3	2,0	2,0
Cambodge	6,9	6,9	6,8	6,9	7,0	6,8	6,9	7,0	7,0
Indonésie	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,2	5,3
Laos	6,9	6,8	7,0	6,9	6,7	6,9	6,9	6,6	6,9
Malaisie	5,9	4,7	4,6	5,9	4,9	4,7	5,9	5,0	4,8
Philippines	6,7	6,5	6,6	6,7	6,5	6,7	6,7	6,4	6,7
Singapour	3,6	2,9	2,5	-	-	-	3,6	3,1	2,9
Thaïlande	3,9	4,6	3,9	3,9	4,5	3,9	3,9	4,5	4,3
Vietnam	6,8	6,6	6,5	6,8	6,8	6,6	6,8	6,9	6,8
Timor-Oriental	-4,6	0,8	5,0	-4,7	0,8	3,3	-5,3	0,6	4,5
ASEAN	-	-	-	-	-	-	5,2	5,1	5,2
ASEAN-5	5,1	5,0	4,8	-	-	-	-	-	-

*ASEAN-5: Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Singapour.

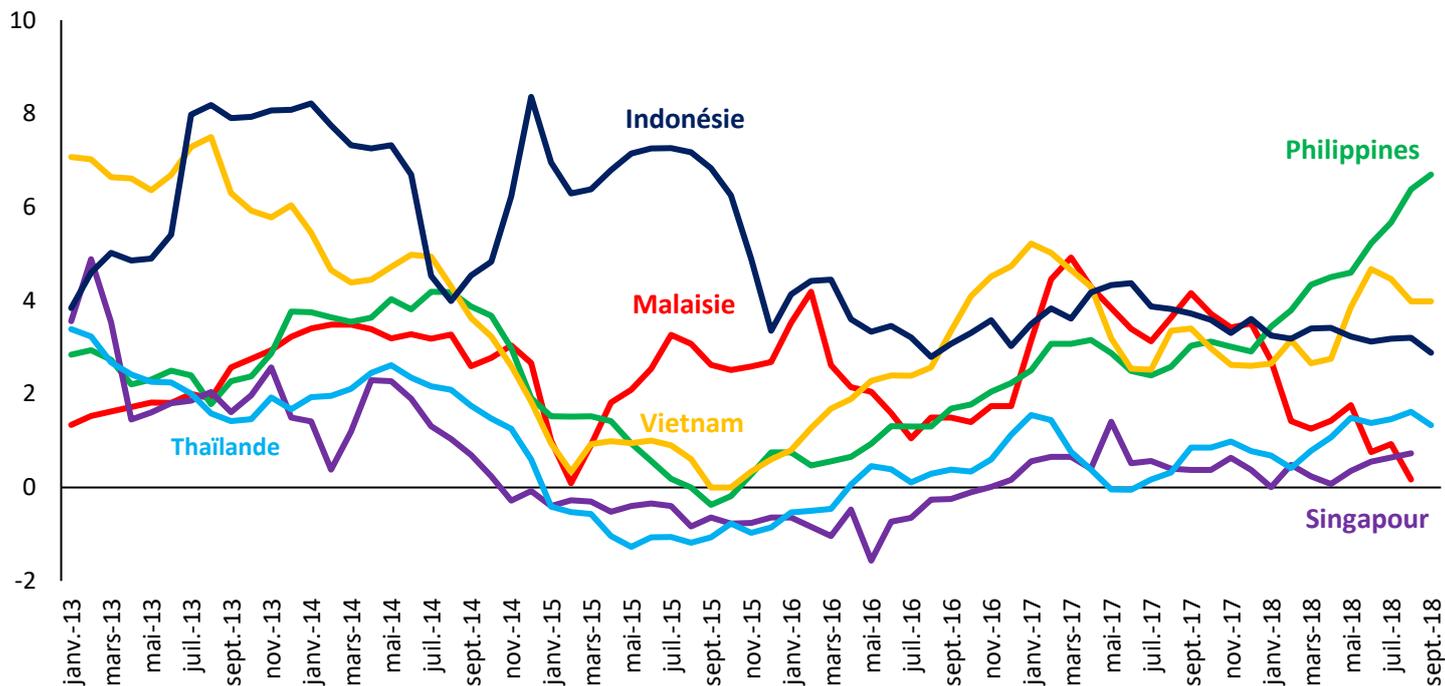
Sources : FMI (*Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2018); BAsD (*Perspectives asiatiques de développement*, septembre 2018); Banque mondiale (*Perspectives économiques d'Asie Pacifique*, octobre 2018).

Croissance trimestrielle des pays de l'ASEAN
(%, en glissement annuel)

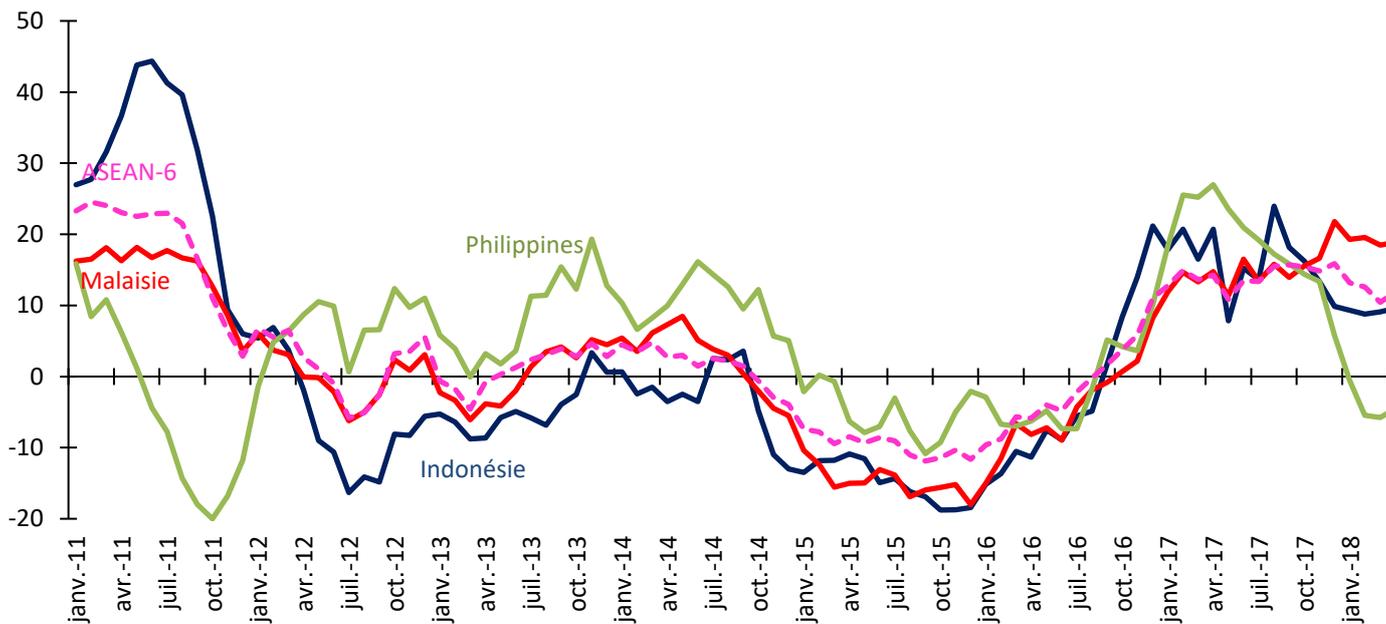


	2013				2014				2015				2016				2017				2018	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2																
— Indonésie	5,5	5,6	5,5	5,6	5,1	4,9	4,9	5,0	4,8	4,7	4,8	5,2	4,9	5,2	5,0	4,9	5,0	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3
— Malaisie	4,3	4,6	4,9	5,0	6,3	6,5	5,6	5,7	5,9	5,0	4,8	4,7	4,1	4,0	4,3	4,5	5,6	5,8	6,2	5,9	5,4	4,5
— Philippines	7,6	7,9	6,7	6,1	5,6	6,8	5,6	6,6	5,1	6,0	6,4	6,7	6,7	7,0	7,1	6,7	6,5	6,6	7,2	6,5	6,6	6,0
— Singapour	3,2	4,6	6,3	5,9	4,9	3,0	3,0	3,5	2,4	2,0	2,1	1,3	1,9	1,9	1,2	3,7	2,5	2,8	5,5	3,6	4,5	3,9
— Thaïlande	5,4	2,7	2,5	0,2	- 0,	0,8	1,1	2,4	3,0	2,9	3,3	2,9	3,4	3,6	3,1	3,0	3,4	3,9	4,3	4,0	4,9	4,6
— Vietnam	4,8	5,0	5,5	6,0	5,1	5,3	6,1	7,0	6,1	6,5	6,8	7,3	5,5	5,8	6,6	6,7	5,2	6,3	7,5	7,7	7,4	
- - - Moyenne ASEAN-6	5,5	5,4	5,5	5,2	4,5	4,7	4,6	5,3	4,7	4,7	4,9	5,1	4,7	5,0	4,9	5,4	5,0	5,4	6,1			

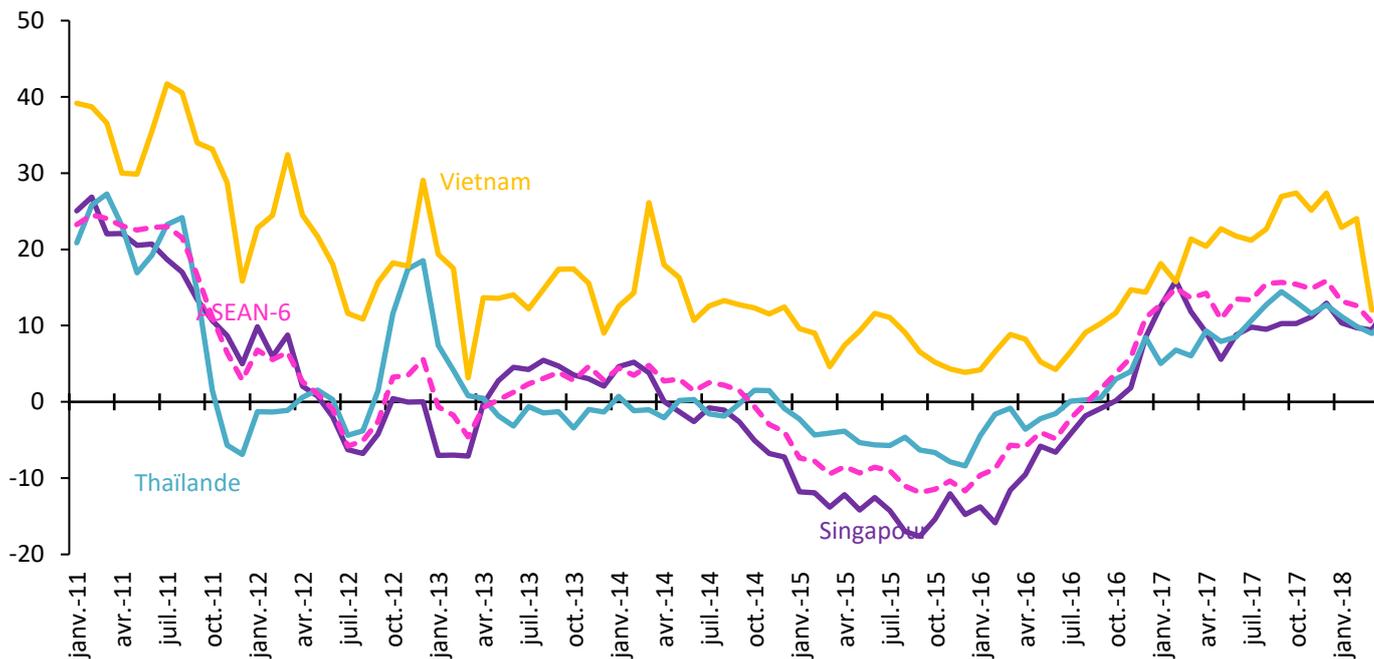
Indice des prix à la consommation (Glissement annuel)



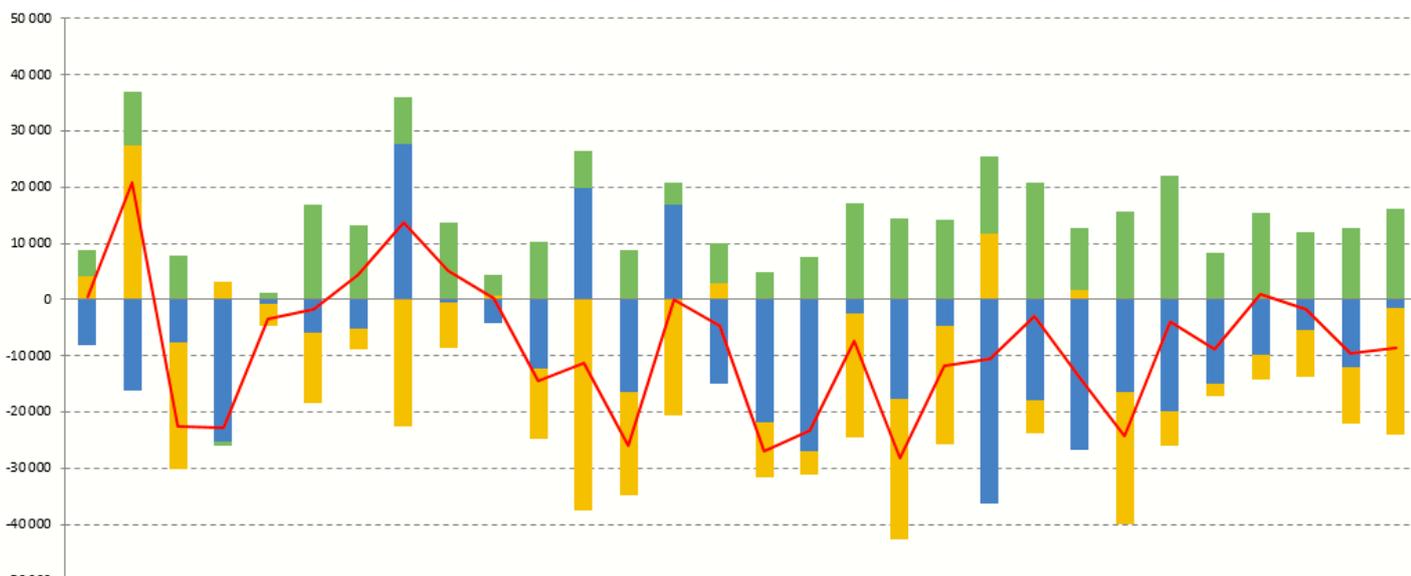
Croissance des exportations (moyenne mobile sur 3 mois en glissement annuel)



Croissance des exportations (moyenne mobile sur 3 mois en glissement annuel)



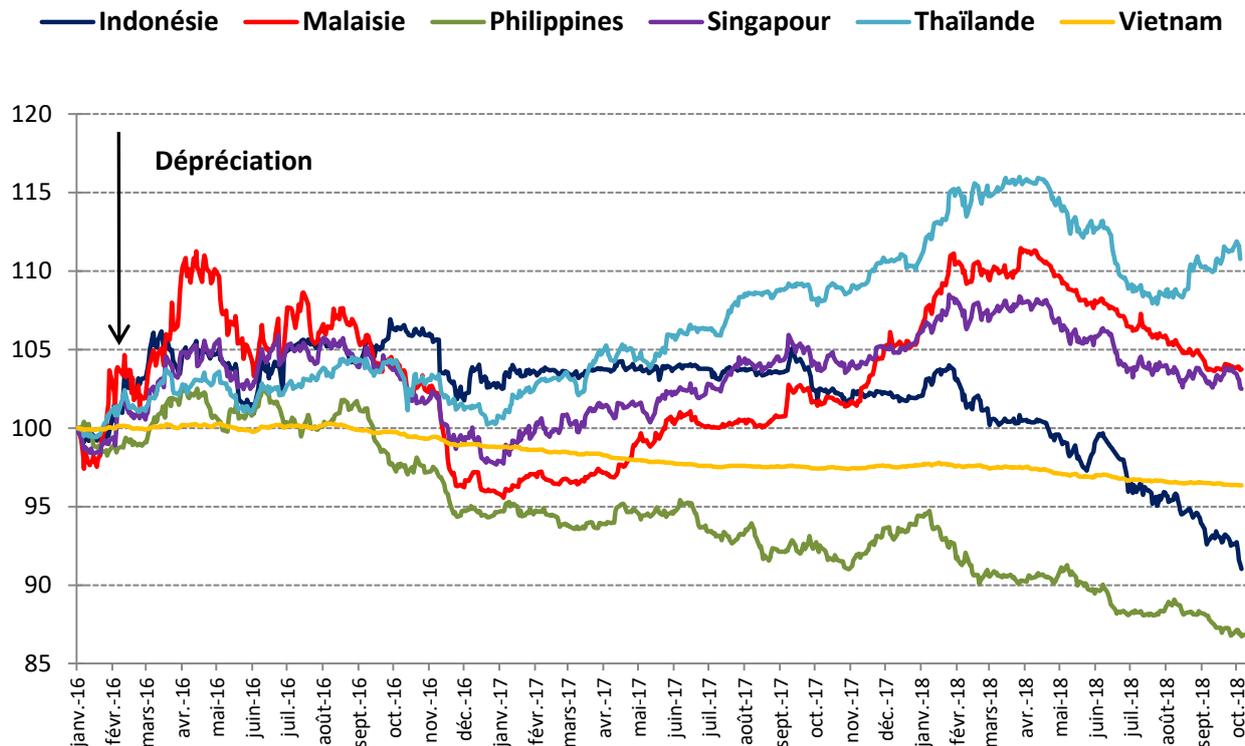
Flux de capitaux (Nets, en M USD)



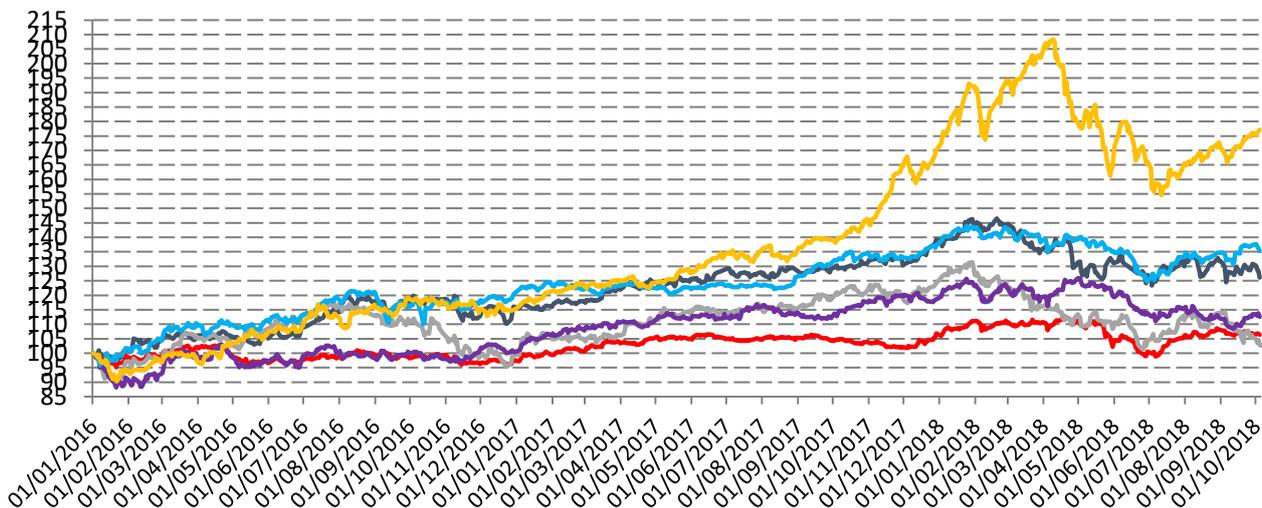
	2011				2012				2013				2014				2015				2016				2017				2018	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Flux d'IDE	4 574	9 568	7 702	-782	1 091	16 813	13 174	8 518	13 726	3 631	10 301	6 440	8 685	3 881	7 076	4 871	7 689	17 090	14 528	14 165	13 797	20 765	11 148	15 588	22 104	8 350	15 445	12 031	12 705	16 232
Flux de portefeuille	4 133	27 315	-22 56	3 202	-3 787	-12 61	-3 576	-22 52	-8 110	756	-12 46	-37 56	-18 24	-20 73	3 005	-9 997	-3 967	-22 02	-24 90	-21 19	11 798	-5 893	1 618	-23 43	-6 209	-2 175	-4 496	-8 222	-10 16	-22 54
Autres flux financiers	-8 181	-16 111	-7 654	-25 16	-822	-5 846	-5 251	27 602	-502	-4 197	-12 25	19 906	-16 51	16 907	-14 87	-21 77	-27 08	-2 452	-17 76	-4 669	-36 28	-17 84	-26 87	-16 50	-19 88	-14 92	-9 872	-5 539	-12 03	-1 498
Flux de capitaux nets	527	20 773	-22 52	-22 74	-3 517	-1 643	4 346	13 600	5 113	190	-14 41	-11 22	-26 06	55	-4 795	-26 89	-23 36	-7 384	-28 13	-11 70	-10 69	-2 973	-14 10	-24 34	-3 992	-8 752	1 077	-1 729	-9 499	-8 533

*ASEAN-5: Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande

Taux de change nominal contre dollar (Base 100 janvier 2016)



Indices boursiers (Base 100 janvier 2016)



Copyright © 2018
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse
du Service économique régional de Singapour
(adresser les demandes à frederic.kaplan@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité
Le Service économique régional s'efforce de diffuser des
informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du
possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut
en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de
l'interprétation de l'information contenue dans cette
publication.

Auteur : Service économique régional de Singapour
Adresse : 101-103 Cluny Park Road, SINGAPORE 259595
Crédit photo page de garde: Pauline Leduc

Rédigé par : SER de Singapour
Revu par : Frédéric Kaplan

Version du : 18/10/2018
Version originelle : 14/07/2011 (maquette)